

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La COP28 doit déboucher sur une action climatique juste et équitable et non sur de fausses solutions, préviennent les Amis de la Terre International.

Mardi 28 novembre 2023, Dubaï (Émirats arabes unis) - Les pays riches qui portent la plus grande responsabilité du changement climatique doivent prendre le leadership d'une transition juste et équitable en abandonnant tous les combustibles fossiles et en fournissant des financements aux pays en développement, plutôt que de perdre du temps avec les marchés du carbone, les rustines technologiques risquées et autres fausses solutions (1). C'est le message des Amis de la Terre International (ATI), alors que les négociations climatiques de l'ONU débutent dans un contexte politique mondial désastreux.

La plus grande fédération environnementale au monde sera présente à la COP28 à Dubaï pour appeler à une action climatique basée sur la justice et l'équité mais aussi pour défier les grands pollueurs et exprimer sa solidarité avec les peuples opprimés, aux Émirats arabes unis, en Palestine ou dans le monde entier.

Les ATI s'attendent à ce que les pays développés, tels que les États-Unis, le Royaume-Uni et les États membres de l'UE, poursuivent leurs efforts à l'encontre des principes clés du cadre climatique mondial. Ces pays pourraient se défaire de leur responsabilité dans la crise climatique et en se débarrassant de l'obligation qui en découle de réduire en premier lieu leurs émissions, le plus rapidement possible, mais aussi de fournir un financement climatique pour une transition juste, permettant une adaptation et une compensation des pertes et dommages causés par le dérèglement climatique dans les pays en voie de développement.

Ceci aura des répercussions sur les discussions relatives à la quasi-totalité des sujets de négociation et risque d'entraîner des conflits et des impasses dans les négociations.

Un autre facteur qui compromet la possibilité d'obtenir des résultats justes est le fait que des délégués étroitement liés aux entreprises pétrolières et gazières les plus polluantes du monde ont participé au moins 7 200 fois aux négociations des Nations unies sur le climat au cours des 20 dernières années et qu'ils seront à nouveau présents en force à la COP28 (2). Les révélations selon lesquelles le président de la COP28 aux Émirats arabes unis se sert des réunions bilatérales avec les pays participant pour faire avancer des négociations commerciales autour des combustibles fossiles sont très inquiétantes (3).

Comme l'explique Lise Masson, des Amis de la Terre International :

« Alors que les impacts climatiques s'intensifient, la COP28 déroule le tapis rouge aux grands pollueurs, les stars de l'écoblanchiment et de la promotion de fausses solutions au changement climatique. Les marchés du carbone, les compensations et les captages ne sauveront pas la situation, ils sont une distraction dangereuse soutenue par les pays riches et les entreprises polluantes qui veulent à tout prix continuer à maintenir le statu quo comme si de rien n'était. »

Dans un contexte de répression étatique extrême, les ATI se rendent au sommet de cette année pour faire entendre la voix de tous ceux qui défendent les droits humains, la démocratie et la justice environnementale à travers le monde, y compris les organisations qui ont choisi de ne pas participer à la COP28. Aux côtés d'autres organisations internationalistes, les ATI appellent à un cessez-le-feu à Gaza et à la fin du colonialisme de peuplement et du colonialisme climatique partout dans le monde.

Depuis la Cisjordanie, Abeer Al-Butmeh, de PENGON/Les Amis de la Terre Palestine, témoigne :

« Notre lutte contre le régime colonial israélien est intrinsèquement liée à toutes les luttes pour les droits humains et la justice climatique. La COP28 est utilisée comme un outil d'écoblanchiment par Israël, pour détourner les critiques de son oppression systématique du peuple palestinien et se présenter comme un sauveur du climat, alors qu'il commet un génocide environnemental à Gaza. En tant que Palestinienne, au nom de la justice climatique, je ne participerai pas à la COP28 ».

Lise Masson, ajoute :

« Les conflits, le colonialisme et la mainmise entreprises attisent les flammes de la dégradation de l'environnement et détruisent des vies considérées comme négligeables, que ce soit en Palestine ou chez les populations subissant en premières lignes les impacts climatiques, dans le Sud global. Nous sommes ici pour rappeler aux dirigeants mondiaux qu'il est urgent d'agir, et insister sur le fait que la justice et l'équité doivent accompagner chaque décision ».

–fin–

Notes à l'attention des rédacteurs

La COP28 s'annonce riche en combats et en décisions :

- la question de la responsabilité des pays riches dans le financement de l'action climatique dans les pays en développement - et leurs tentatives de s'y soustraire ;
- la gouvernance du Mécanisme de financement pour les pertes et dommages - dont il est inquiétant de constater que ce fonds sera probablement hébergé par la Banque mondiale, et abondé uniquement par des contributions volontaires ;
- le développement plus en détail d'un marché mondial du carbone en vertu de l'Article 6 de l'Accord de Paris – une solution purement spéculative et échappatoire dont le but est d'accélérer des fausses solutions lucratives, qui ne réduisent en rien les émissions à la source mais qui causent par contre de graves préjudices dans les pays du Sud ;
- la définition d'un objectif mondial pour les énergies renouvelables – mais sans les financements nécessaires à sa mise en œuvre et sans garde-fous pour protéger les populations d'une nouvelle vague d'extractivisme, cet objectif risque de devenir un nouveau fardeau pour les pays en développement ;
- les nombreuses tentatives de retarder l'abandon progressif, juste et équitable, des combustibles fossiles en prévoyant des échappatoires qui permettront de continuer à polluer;
- la tentative de dresser un bilan mondial des efforts déployés à ce jour par les pays en matière de réduction des émissions – des efforts qui sont pour l'instant faibles et insuffisants car ils ne sont pas assez ambitieux et n'incluent pas de mesures de financement et de soutien de la part des pays développés en direction des pays en développement pour leur permettre de mener des actions de lutte et d'atténuation du le changement climatique.

Référence

(1) Voir les ressources publiées récemment par les ATI sur les fausses solutions :

- Prise de position : [Ne tombez pas dans le panneau de l'hydrogène !](#)
- [Boîte à outils](#) pour lutter contre les fausses solutions climatiques, qui comprend : un [Recueil de données](#) sur les impacts des « solutions fondées sur la nature » ; une [Liste de ressources](#) ; un [Guide sur les marchés du carbone](#).
- [Fiches d'information](#) sur les « solutions fondées sur la nature » et la culture du carbone dans le sol (juillet 2023)

(2) [Communiqué de presse](#) de la campagne « Kick Big Polluters Out », 21 novembre 2023 (*en anglais*).

(3) [Article](#) du *Centre for Climate Reporting* et de la BBC, 27 novembre 2023 (*en anglais*).

Activités

Pour une vue d'ensemble des activités de la Fédération et connaître les noms et contacts des porte-parole des ATI, reportez vous à l'[Avis aux médias](#) (20 novembre)

Conférence de presse : Exigences et attentes des ATI pour la COP28

Le jeudi 30 novembre, 11h00-11h30 (GMT+4) dans la salle Press 2, Zone B6, Bâtiment 77 ou via livestream.

Orateurs: Lise Masson (ATI), Abeer Butmeh (AT Palestine, déclaration vidéo enregistrée), Meena Raman (AT Malaisie), Kirtana Chandrasekaran (ATI).

Contacts avec les médias

Les membres des Amis de la Terre se tiennent à disposition pour fournir des commentaires dans plusieurs langues. **Pour organiser des interviews, contacter Madeleine Race, [madeleine\[a\]foei.org](mailto:madeleine@foei.org) Whatsapp/Signal +31 645 198 654** (à distance du 30 novembre au 6 décembre ; sur place à Dubaï du 7 au 14 décembre; parle anglais/espagnol/français)

Suivez les ATI sur [X – @foeint_fr](#) pour les mises à jour.